Nations Unies A/58/363

Assemblée générale

Distr. générale
5 septembre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session
Point 62 de l'ordre du jour provisoire*
Multilinguisme

Multilinguisme

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport donne suite à la résolution 56/262 du 15 février 2002, dans laquelle l'Assemblée générale demandait un rapport d'ensemble sur les activités menées pour appliquer ses résolutions concernant le multilinguisme.

Ce rapport donne des renseignements sur les questions qui ont trait aux langues de travail du Secrétariat, aux langues utilisées dans les réunions et à l'information. Il présente des statistiques mises à jour et une étude détaillée des capacités linguistiques des sites Web de l'Organisation des Nations Unies. L'annexe renferme la réponse de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à la demande d'information sur la défense, la promotion et la conservation de toutes les langues que l'Assemblée générale formulait dans la résolution en question.

Le rapport recense les progrès grâce auxquels il y a davantage de produits de l'Organisation disponibles dans les langues officielles, progrès réalisés pour la plupart dans la limite des ressources existantes du fait d'innovations du Secrétariat. Ces innovations continueront d'améliorer la situation dans le sens de la parité des langues, mais considérant que le principal obstacle au multilinguisme réside dans le manque de ressources, il est recommandé aux départements d'indiquer, dans leurs prévisions budgétaires, celles qui sont nécessaires pour produire des documents dans les six langues officielles et dans d'autres langues importantes.

* A/58/150.

03-49993 (F) 071003 161003

I. Introduction

1. Le présent rapport donne suite à la résolution 56/262, du 15 février 2002, dans laquelle l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-huitième session un rapport d'ensemble sur l'application de ses résolutions concernant le multilinguisme. Elle le priait aussi de lui rendre compte des mesures qui pourraient être prises par les États Membres et les organismes internationaux des Nations Unies pour renforcer la défense, la promotion et la conservation de toutes les langues, et en particulier les langues parlées par les membres de minorités linguistiques et les langues menacées d'extinction.

2. À ses cinquante-sixième et cinquante-septième sessions, l'Assemblée générale a aussi traité de problèmes liés au multilinguisme dans ses résolutions sur divers autres points de l'ordre du jour, à savoir : questions relatives au budget (56/253), gestion des ressources humaines (57/305), plan des conférences (56/242, 57/283 B) et questions relatives à l'information (56/64, 57/130 B). En outre, le Corps commun d'inspection (CCI) a récemment publié une grande étude intitulée *Le multilinguisme dans le système des Nations Unies* (JIU/REP/2002/11). De ce fait, les services du Secrétariat sont de plus en plus sensibilisés aux préoccupations linguistiques. Ils sont généralement motivés pour réaliser leurs produits en plusieurs langues, officielles et même non officielles, tant pour répondre aux attentes des États Membres que pour faire plus largement connaître leurs propres travaux. S'il subsiste en pratique de multiples difficultés sur la voie de la parité parfaite des six langues officielles, des progrès substantiels, encore qu'inégaux, ont cependant été accomplis dans quasiment tous les secteurs, comme on le verra maintenant.

II. Questions ayant trait aux langues de travail du Secrétariat

3. Comme l'Assemblée générale le prescrit aux paragraphes 4 et 5 de sa résolution 56/262, le recrutement et la promotion du personnel continuent d'obéir rigoureusement à l'Article 101 de la Charte des Nations Unies et d'être conformes aux dispositions pertinentes de ses propres résolutions, 2480 B (XIII) et 55/258 en particulier. Si les membres du personnel et les candidats à un poste du Secrétariat ne sont pas tenus par les textes de maîtriser ses deux langues de travail ou toutes les langues de travail des commissions régionales, selon le cas, le Secrétaire général n'en continue pas moins de promouvoir, dans la mesure du possible et dans la limite des ressources disponibles, une utilisation plus équilibrée de toutes les langues de travail, mais l'influence de la langue de la ville d'accueil, qui, dans tous les cas où c'est aussi une langue de travail, devient la (ou les) langue(s) dominantes aux divers lieux d'affectation, n'a pas changé depuis le précédent rapport sur le multilinguisme (A/56/656).

4. Au Siège, l'exemple typique est celui du Bureau des affaires juridiques, où la maîtrise parfaite de l'anglais est la première qualification requise et où la connaissance d'une ou plusieurs des autres langues officielles est encouragée. La connaissance de langues diverses compte beaucoup dans le recrutement et la promotion, et il arrive que des candidats soient interrogés dans les langues qu'ils ont indiqué maîtriser assez bien. Dans certains cas, les tâches sont attribuées en fonction de la précision linguistique particulière qu'elles exigent.

5. À Genève, en revanche, c'est le français qui domine. Les Services communs d'appui, par exemple, constituent un environnement bilingue où les deux langues de travail, français et anglais, servent aux échanges, à la correspondance et aux réunions. La principale langue de travail est le français, du fait que la plupart des membres du personnel sont recrutés localement. Le français est aussi la langue officielle utilisée dans les communications à l'extérieur avec les autorités suisses et les fournisseurs locaux. Le français domine également à la Section de la sécurité, encore que l'objectif soit d'amener tout le personnel à une très bonne connaissance de l'une des langues de travail et à une connaissance pratique de l'autre, voire d'une troisième langue officielle. À cette fin, on joue à la fois sur le recrutement et sur la formation.

6. À Vienne également, le personnel de la sécurité maîtrise l'une des deux langues de travail, ainsi qu'une et parfois deux des cinq langues officielles suivantes : anglais, arabe, espagnol, français et russe, sans compter un grand nombre de langues non officielles. À Bangkok, les agents de la sécurité sont encouragés à apprendre le thaï aussi bien que l'anglais et d'autres langues officielles.

7. Les services fortement représentés sur le terrain constatent parfois que la connaissance de langues autres que les langues de travail, voire les langues officielles, constitue un atout capital. Dans le cas du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, par exemple, où l'anglais et le français sont les langues de travail utilisées au Siège et dans la plupart des bureaux hors Siège, d'autres langues constituent un avantage au recrutement pour les postes à pourvoir dans certains lieux d'affectation (le russe à Moscou, l'arabe dans le territoire palestinien occupé, le portugais en Angola, notamment).

A. Avis de vacance de poste et recrutement

8. En mai 2002, le Bureau de la gestion des ressources humaines a inauguré un nouveau système de recrutement, sélection et placement du personnel au Secrétariat. Ce système, qui exploite la technologie du Web (Galaxy), permet d'afficher simultanément les avis de vacance de poste dans tous les lieux d'affectation et, quand ils s'adressent aux candidats de l'extérieur, sur le site Web de l'Organisation. Au 31 mai 2003, le nouveau dispositif avait produit 1 910 avis de vacance de poste au total, dont 1 430 à des postes d'administrateur ou de rang supérieur. Depuis le début de 2003, Galaxy donne normalement une version française de tous les avis, et d'ici à la fin de l'année, il y en aura des versions dans toutes les autres langues officielles.

9. Les candidatures peuvent être présentées dans toutes les langues officielles. Sur les 100 437 reçues du 1er mai 2002 au 31 mai 2003, 69,6 % étaient en anglais, 15,9 % en français, 10,8 % en espagnol, 3 % en russe, 0,5 % en arabe et 0,2 % en chinois.

10. Tous les avis de vacance de poste énoncent clairement les qualifications linguistiques requises, selon le cadre de travail fonctionnel et géographique considéré. Au Siège ainsi qu'à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), par exemple, ils contiennent généralement le texte suivant : « L'anglais et le français sont les langues de travail du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Pour le(s) poste(s) annoncé(s), une très bonne connaissance de

l'anglais oral et écrit est nécessaire. La connaissance d'une deuxième langue officielle de l'Organisation des Nations Unies serait un atout. »

11. Ces qualifications linguistiques sont examinées à différents stades de la procédure de recrutement. Le degré précis de maîtrise d'une langue, qui dépend de la teneur de la fonction et de l'environnement dans lequel elle s'exerce, est évalué par le département/bureau organique, suivant les conseils du Bureau de la gestion des ressources humaines.

B. Incitations à l'étude des langues

12. Conformément aux dispositions de l'instruction administrative ST/AI/1999/2 du 13 mai 1999, les membres du personnel se voient offrir des incitations pour étudier et utiliser les langues officielles. Des examens d'aptitudes linguistiques dans les six langues officielles sont organisés deux fois par an dans de très nombreux centres d'examen à l'intention des fonctionnaires de tout le système. Pour les administrateurs et fonctionnaires des catégories supérieures occupant des postes soumis à la répartition géographique qui possèdent une connaissance suffisante et attestée d'une deuxième langue officielle, l'intervalle entre les avancements d'échelon est ramené à 10 mois lorsque la période d'attente normale est d'un an et à 20 mois lorsqu'elle est de deux ans. Une prime de connaissances linguistiques est accordée aux fonctionnaires des services généraux et des catégories apparentées ainsi qu'à ceux de la catégorie du Service mobile; une seconde prime de connaissances linguistiques est prévue pour les membres du personnel de ces mêmes catégories qui passent avec succès un examen d'aptitudes linguistiques dans une troisième langue officielle.

C. Apprentissage des six langues officielles

13. L'importance des compétences linguistiques trouve son expression dans le budget de l'exercice 2002-2003 et le projet de budget pour 2004-2005, qui préservent les ressources destinées à la formation linguistique à tous les niveaux. Dans son rapport sur la réforme de la gestion des ressources humaines (A/55/253), le Secrétaire général cite les programmes linguistiques et les programmes de communication destinés à promouvoir le multilinguisme au nombre des « programmes ciblés pour satisfaire les besoins prioritaires » de l'Organisation (voir A/55/253, annexe VI, par. 7).

14. Au Siège, l'Organisation offre en outre des cours spécialisés tels que « Réunions et négociations » ou « Media-assisted Arabic ». Il y a aussi des cours d'expression orale, de prononciation et de rédaction de lettres, mémorandums et rapports. Les professeurs de langues ont créé leurs propres sites Web, qui contiennent des programmes de cours, des exercices et des liens avec d'autres sites d'apprentissage des langues. Aux principaux lieux d'affectation, les modules d'apprentissage autonome permettent aux fonctionnaires d'apprendre à leur propre rythme en utilisant les didacticiels multimédia les plus récents, y compris, en vue d'une affectation à une mission, des langues comme le créole haïtien ou le portugais. À Vienne, des ateliers ont été organisés sur la pratique de la rédaction en anglais, la conversation en français, chinois et anglais ainsi que des terminologies spécialisées. À Nairobi, les ateliers portent sur la rédaction de textes administratifs,

la rédaction de rapports et la conversation, en anglais et en français, mais il est vrai que les efforts pour élargir l'éventail des cours se heurtent au fait que le programme de langues est entièrement autofinancé.

15. Certains lieux d'affectation offrent aussi des cours dans les langues locales. La CESAP organise des cours de thaï en dehors des heures de travail pour aider les membres du personnel international à comprendre la langue et les rendre plus sensibles à la culture du pays hôte. De même, l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUV) offre des cours d'allemand et l'Organisation des Nations Unies à Nairobi (ONUN), des cours de conversation en kiswahili.

16. Le tableau 1 indique le nombre des participants aux programmes de formation linguistique organisés en 2001 et 2002 dans les quatre villes sièges.

Tableau 1
Nombre de participants aux programmes de formation linguistique, 2001-2002

2001

Office	*Arabe*	*Chinois*	*Anglais*	*Français*	*Russe*	*Espagnol*	**Total**
2001							
ONUG	139	88	421	850	151	438	**2 087**
ONUN	14	0	112	241	7	69	**443**
ONUV	68	32	106	116	35	155	**512**
Siège – NY	411	203	961	1 551	297	945	**4 368**
Total	**632**	**323**	**1 600**	**2 758**	**490**	**1 607**	**7 410**
2002							
ONUG	148	103	476	977	151	456	**2 311**
ONUN	38	6	82	150	4	65	**345**
ONUV	82	30	65	107	34	138	**456**
Siège – NY	478	257	892	1 519	281	969	**4 396**
Total	**746**	**396**	**1 515**	**2 753**	**470**	**1 628**	**7 508**

17. Pour la CESAP, les chiffres de 2002 sont les suivants : chinois, 58; anglais, 255; français, 48; russe, 9; espagnol, 22. Pour la CEPALC, les chiffres de 2002 sont les suivants : anglais, 87; français, 38; espagnol, 7.

18. Pour 2003 (deux trimestres), les chiffres, dans le cas de la CESAP, sont les suivants : chinois, 46; anglais, 170; français, 57; russe, 13; espagnol, 22. Dans celui de la CEPALC, les chiffres correspondants sont : anglais, 95; français, 52; espagnol, 11.

19. Le tableau 2 offre une mise à jour de l'information contenue dans le rapport du Corps commun d'inspection (A/58/93, tableau II.2, p. 18).

Tableau 2
Nombre de participants présentant un examen d'aptitudes linguistiques : 2000-2002

Session		*Arabe*	*Chinois*	*Anglais*	*Français*	*Russe*	*Espagnol*	**Total, par session**	**Total, par année**	*Effectifs inscrits, par année*
Date	*Nombre*									
Janvier 2000	51	12	5	726	231	81	79	**1 134**	**2 292**	3 372
Mai 20000	52	15	3	722	244	82	92	**1 158**		
Janvier 2001	53	3	6	681	232	78	111	**1 111**	**2 372**	3 435
Mai 2001	54	20	2	793	280	59	107	**1 261**		
Janvier 2002	55	43	6	952	302	90	121	**1 514**	**2 852**	4 000
Mai 2002	56	19	9	872	265	46	127	**1 338**		

Note : Il est à noter que les candidats présentant un examen d'aptitudes linguistiques ne sont pas tous inscrits aux programmes de formation linguistique; certains d'entre eux sont des fonctionnaires qui souhaitent faire attester leur connaissance des langues pour pouvoir prétendre aux incitations.

III. Questions relatives à l'utilisation des langues officielles aux réunions

20. On trouvera des renseignements sur les taux d'utilisation des services d'interprétation au Siège, à Genève, à Nairobi et à Vienne aux tableaux 2.15, 2.22, 2.31 et 2.39, respectivement, du chapitre 2 du projet de budget-programme pour l'exercice 2004-2005 [A/58/6 (chap. 2)]. En outre, les questions d'amélioration des services d'interprétation sont analysées en détail dans le rapport du Secrétaire général sur le plan des conférences (A/58/194 et Corr.1 et 2).

21. Conformément au paragraphe 8 de la résolution A/56/262, le Secrétaire général a étudié les principales raisons pour lesquelles il se tient des réunions officieuses programmées sans services d'interprétation et conclu à une double explication. En premier lieu, comme ces réunions ne sont pas prévues au calendrier officiel des conférences et réunions approuvées par l'Assemblée générale, elles ne bénéficient de services d'interprétation que lorsque la chose est possible, « en fonction des disponibilités ». Ces services sont donc financés « au moyen des ressources existantes », libérées le plus souvent par l'annulation de réunions inscrites au calendrier. À l'instar des capacités d'interprétation, les chances d'obtenir des services d'interprétation en réponse à des demandes ponctuelles varient beaucoup selon les lieux d'affectation. À titre d'exemple, du fait que les moyens approuvés pour fournir des services d'interprétation correspondent au nombre quotidien de séances inscrites au calendrier, les probabilités de report ou d'annulation de l'une d'entre elles sont plus grandes à New York, où des ressources sont réservées chaque jour au service des séances du Conseil de sécurité, qu'en aucun autre lieu d'affectation. C'est pour cette raison que, dans leur écrasante majorité, les demandes de services d'interprétation pour les réunions officieuses sont satisfaites au Siège. De même, les moyens qu'a un lieu d'affectation de moindre importance de fournir des services « en fonction des disponibilités »

diminuent à raison des ressources du budget affectées au service des conférences et réunions inscrites au calendrier.

22. L'autre facteur, ce sont les méthodes de travail mises au point au fil des ans par les organes intergouvernementaux, dont les membres préfèrent les consultations et négociations officieuses sans interprétation. Ces pratiques, très fréquentes dans certains lieux d'affectation, ont sans doute leur origine dans les restrictions imposées par les moyens mis à leur disposition. À partir du moment où un organe intergouvernemental a pris l'habitude de tenir ses réunions officieuses sans interprétation, ses membres en concluent que son processus de consultations officieuses se trouve fort bien d'une dynamique de travail qui se passe de services d'interprétation en bonne et due forme.

IV. Questions relatives à l'information

23. Durant la période à l'examen, comme l'Assemblée générale l'en avait chargé dans ses résolutions 56/64 et 57/130 B, le Département de l'information s'est attaché de plus en plus à préparer ses produits dans les six langues officielles, et bon nombre d'autres langues, autant que possible à l'aide des ressources existantes. Il est en effet parfaitement conscient que pour remplir sa mission, « en faisant connaître de manière stratégique ses activités et ses préoccupations afin d'obtenir le plus large impact possible auprès du public », il faut qu'il s'adresse à la société civile dans tous les pays du monde dans leurs propres langues. C'est dans cet esprit que le Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information a joué le rôle de Coordonnateur pour les questions liées au multilinguisme dans tout le Secrétariat. Malgré les obstacles (insuffisance des ressources, difficultés à recruter du personnel qualifié), des progrès notables ont été accomplis.

A. Le site Web de l'ONU

24. Dans l'exercice de ses fonctions d'administrateur du site Web de l'Organisation, le Département de l'information a privilégié le multilinguisme, dont il a fait l'un de ses grands objectifs. Le volume de la documentation affichée dans des langues autres que l'anglais continue à augmenter, et l'accès à ce contenu a considérablement progressé. Le tableau 3 retrace l'augmentation du nombre des accès, pages et visites enregistrée entre mai 2002 et mai 2003 dans les six langues officielles.

Tableau 3
Accès aux sites dans les différentes langues (mai 2002 à mai 2003)

		Accès		*Pages*		*Visites*		*URL uniques*	
Arabe	Mai 2002	2 116 438	1,44 %	320 803	1,50 %	44 911	1,98 %	18 856	3,83 %
	Mai 2003	3 085 977	1,44 %	445 485	1,88 %	62 529	2,28 %	13 553	4,30 %
Chinois	Mai 2002	1 244 531	0,85 %	138 596	0,65 %	25 395	1,12 %	15 424	3,14 %
	Mai 2003	2 944 211	1,37 %	333 366	1,41 %	47 822	1,74 %	18 321	5,81 %
Français	Mai 2002	7 375 669	5,02 %	846 764	3,97 %	149 430	6,58 %	25 935	5,27 %
	Mai 2003	10 177 246	4,75 %	1 113 520	4,70 %	199 403	7,27 %	24 131	7,65 %
Russe	Mai 2002	2 201 143	1,50 %	459 661	2,16 %	42 471	1,87 %	77 679	15,79 %
	Mai 2003	2 734 847	1,28 %	455 037	1,92 %	50 663	1,85 %	15 177	4,81 %
Espagnol	Mai 2002	11 720 283	7,97 %	955 394	4,48 %	187 818	8,27 %	22 140	4,50 %
	Mai 2003	15 026 010	7,01 %	1 059 848	4,48 %	239 668	8,74 %	14 011	4,44 %
Anglais	Mai 2002	122 319 469	83,22 %	18 601 945	87,24 %	1 819 804	80,17 %	331 934	67,47 %
	Mai 2003	180 231 869	84,14 %	20 267 641	85,61 %	2 141 354	78,11 %	230 310	73,00 %
Total, ONU	**Mai 2002**	**146 977 533**		**21 323 163**		**2 269 829**		**491 968**	
	Mai 2003	**214 200 160**		**23 674 897**		**2 741 439**		**315 503**	

25. L'accès direct à partir du site Web aux documents stockés dans le Système de diffusion électronique de documents (Sédoc) a entraîné une forte hausse du nombre des documents des organes délibérants accessibles dans les six langues officielles. Lorsque le moteur de recherche Google sera entièrement opérationnel pour le principal site Web des Nations Unies à la fin de 2003, les recherches pourront être effectuées, également dans les six langues, sur le texte intégral des documents stockés sur le Sédoc.

26. La mise en place du multilinguisme sur le Web se trouve d'autre part facilitée par le Service de l'Internet, récemment créé au sein du Département de l'information, qui est plus centralisé et mieux intégré. Les normes applicables aux nouveaux sites ou pages créés dans toutes les langues officielles seront ainsi effectivement mieux respectées par les concepteurs, comme l'exigent les directives relatives à l'édition en ligne (Guidelines on Internet Publishing) (ST/AI/2001/5). Le multilinguisme joue un rôle capital dans les échanges de vues du Département avec les départements organiques sur les projets de nouveaux sites Web.

27. Les États Membres ont commencé à souligner qu'il incombe aux différents départements de produire leurs sites Web dans les six langues officielles[1]. Néanmoins, malgré les efforts du Département de l'information et d'autres départements, le fossé entre les langues subsiste sur le site Web de l'Organisation. C'est qu'en effet, depuis que celui-ci existe, son contenu n'a jamais été intégralement créé dans toutes les langues (la production dans toutes les langues des communiqués de presse et des traités, par exemple, aurait pour l'Organisation des incidences financières extrêmement importantes). L'accord conclu récemment entre le Département de l'information et l'Université de Salamanque, suivant lequel celle-

ci fournira, gratuitement, des traductions de documents d'information pour affichage sur le site espagnol de l'Organisation, offre un modèle à suivre pour tâcher de réduire le fossé linguistique. À ce jour, plus de 2 000 pages ont été traduites par les soins de l'Université, ce qui a eu pour effet, entre autres, d'accroître notablement le contenu en espagnol du site Web du Cyberschoolbus de l'ONU géré par le Département. Le recensement de sources de contenu analogues est en cours pour les autres langues.

28. Parmi les principaux sites Web du Département de l'information lui-même, le Centre de nouvelles de l'ONU mérite une mention particulière. À la suite de la mise en place avec succès d'un site permettant de lancer des recherches dans des bases de données en anglais et en français, les versions arabe, russe et espagnole du site ont été lancées dans le courant de l'année, la version chinoise devant l'être en principe pour la mi-septembre 2003. Toutes les versions répondent à la norme UNICODE, qui permet d'utiliser les fonctions dynamiques des bases de données dans toutes les langues. Les améliorations apportées à l'une quelconque des versions peuvent être étendues à toutes les autres, et les segments de données et de programmes peuvent être réutilisés pour d'autres applications comme les dossiers de presse.

29. Faisant appel à l'expertise technique et linguistique disponible sur place, la programmation et la représentation graphique constituent désormais un service commun pour toutes les langues, d'où une présentation plus uniforme des pages Web dans toutes les langues officielles et un acheminement beaucoup plus rapide de l'information. Ces innovations et les gains de productivité ainsi réalisés ont permis de mettre en service le site du Centre de nouvelles et d'autres en différentes langues dans la limite des ressources existantes – mais même ainsi, étant donné les systèmes d'appoint et d'appui nécessaires au fonctionnement quotidien, il faut encore des moyens supplémentaires. Des ressources supplémentaires sont également nécessaires pour assurer la diffusion sur le Web dans les six langues officielles.

30. Autre site du Département de l'information, « L'ONU travaille pour vous » est produit dans les six langues officielles et aussi en japonais (par le Centre d'information des Nations Unies à Tokyo). Il s'appuie aussi sur des partenaires des médias pour produire et distribuer des annonces d'intérêt général, une programmation et des contenus de site Web adaptés à des langues différentes. L'un des partenaires des médias touche plus de 425 millions de foyers dans 155 pays, avec des programmes en 33 langues.

31. On trouvera ci-dessous quelques exemples de succès, problèmes et solutions empruntés à divers départements et bureaux du Secrétariat.

Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences

32. Le site Web d'UNTERM, base de données terminologique de première importance, offre les équivalents dans les six langues officielles de plus de 70 000 termes spécialisés, noms propres et expressions courantes employés dans les documents et publications des Nations Unies.

Bureau des services centraux d'appui

33. La brochure de la Division des achats exposant comment faire des affaires avec l'ONU existe dans toutes les langues officielles, tant sur papier que sur la toile. Toutefois, ne sont disponibles en plusieurs langues que les renseignements essentiels, car la Division n'a pas suffisamment de ressources pour traduire les mises à jour quotidiennes de son site.

34. L'Administration postale des Nations Unies gère deux sites Web, l'un à New York, en anglais, l'autre à Vienne, en anglais, français et allemand, pour la clientèle européenne. Si les ressources disponibles le permettent, un site unique sera mis en place en 2004-2005, dans les six langues officielles ainsi qu'en allemand et en italien.

35. Pour la Division de l'informatique, ce sont les besoins des bureaux clients qui commandent le multilinguisme. C'est, par exemple, à la demande du Bureau de la gestion des ressources humaines que l'ePAS a été élaboré en anglais et en français, et pour les besoins du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences que le Sédoc l'a été, du double point de vue du contenu et des fonctions, dans les six langues officielles. La Division de l'informatique donne suite à toutes les demandes qu'elle reçoit, sous réserve des ressources disponibles.

Bureau des services de contrôle interne

36. Étant de dimension assez modeste et disposant de ressources limitées, le Bureau des services de contrôle interne n'a jusqu'ici affiché qu'en anglais les renseignements substantiels qu'il fournit sur ses activités de contrôle. Il est cependant prévu, si les ressources le permettent, d'installer une version française.

Département des affaires économiques et sociales

37. Le Département encourage les administrateurs de son site Web à mettre le Sédoc à profit pour afficher systématiquement des documents dans toutes les langues officielles et il va mettre au point un système de gestion des contenus pour faciliter la chose. La vraie difficulté est d'afficher d'autres documents dans plusieurs langues officielles. Des efforts considérables sont faits dans ce sens, par divers moyens, dans la mesure où les ressources disponibles le permettent. Citons, entre autres exemples :

a) Le site Web des indicateurs du Millénaire (Division de statistique) : anglais et français, version espagnole en cours d'élaboration;

b) Les publications méthodologiques (Division de statistique) : toutes les langues officielles;

c) Le site Web du Sommet de Johannesburg (Division du développement durable, en coopération avec le Département de l'information : les six langues officielles;

d) Le site Web de la Division du développement durable : anglais seulement, pour ce site qui demande énormément de travail (un millier de pages, continuellement mises à jour), mais avec des liens vers les documents disponibles dans d'autres langues;

e) Le SIDSnet (réseau informatique des petits États insulaires en développement) : anglais et français, grâce à une contribution du Gouvernement français, en collaboration avec l'Organisation internationale de la francophonie;

f) La page Web des jeunes (Division des politiques sociales et du développement social) : anglais et français, avec le concours de fonctionnaires uniquement;

g) Le Site Web Beijing+5 (Division de la promotion de la femme) : les six langues officielles.

38. Le Département a le souci de l'actualité et plus précisément il craint que l'affichage de l'information en plusieurs langues n'en retarde la mise à jour, ou qu'il ne soit difficile de la mettre à jour avec la même ponctualité dans toutes les langues. D'autre part, il y a la question de la qualité des traductions fournies par les partenaires extérieurs : l'intervention des bureaux organiques ou des services de traduction resterait nécessaire pour assurer la cohérence et le contrôle de la qualité. Enfin, des ressources ont bien été demandées pour la mise à jour en 2004-2005 des ressources linguistiques du site Web du Département, mais elles ne représentent qu'une modeste avancée dans la voie du multilinguisme.

Bureau des affaires juridiques

39. La plupart des sites Web du Bureau des affaires juridiques sont en anglais, à deux exceptions notables près. Celui de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) est entièrement accessible en anglais, en français et en espagnol, et l'on peut aussi consulter des documents récents et des documents d'archives en arabe, en chinois et en russe. Une version russe du site est prévue pour la fin de 2003.

40. La Collection des Traités des Nations Unies, qui renferme le texte des traités et d'autres catégories d'information liées aux traités, est offerte aux États Membres, aux organisations internationales et aux autres clients en anglais et en français, le texte intégral des traités étant affiché en plus de 140 langues originales. Le Manuel des Traités est affiché dans les six langues et le texte des conventions multilatérales sur le terrorisme et sur la criminalité organisée, tant des Nations Unies que régionales, peut être consulté dans toutes les langues des textes faisant foi, en plus de l'anglais et du français. La catégorie des « traités multilatéraux récemment déposés » est en continuelle expansion, au fur et à mesure que viennent s'y ajouter les instruments nouveaux dans la langue où ils font foi.

41. Il y a des sites encore en construction dans d'autres langues, qui attendent que le personnel requis soit disponible. Comme ce sont des spécialistes qui gèrent l'immense majorité des sites Web du Bureau des affaires juridiques de façon à en assurer l'exactitude sur le fond, le nombre des langues dans lesquelles il est possible de les consulter est fonction des compétences techniques, et notamment linguistiques, de ces fonctionnaires; les activités de traduction, qui demandent beaucoup de temps, dépendent donc de leurs charges de travail respectives. Par surcroît, la gestion des sites Web est accessoire par rapport à leurs attributions principales. Enfin, les ressources actuelles laissent peu de place à la coordination de la traduction des divers sites Web du Bureau, qui sont très nombreux, riches de contenu et dynamiques et exigent des mises à jour hebdomadaires, sinon quotidiennes.

Département des affaires politiques

42. Ce département travaille actuellement avec celui de l'information pour vendre le site Web du Conseil de sécurité dans chacune des six langues officielles, en prenant à sa charge le coût des mises à jour du site en arabe, en chinois et en russe. Le site Web du département offre aussi des liens vers les versions dans toutes les langues officielles des documents du Conseil.

43. Le Système d'information des Nations Unies sur la question de Palestine (UNISPAL) permet de consulter les textes des documents actuels et historiques des Nations Unies sur la question de Palestine et les autres problèmes qui ont trait au Moyen-Orient essentiellement en anglais, mais on s'est efforcé récemment d'ajouter des liens vers des versions en d'autres langues. Depuis février 2003, en outre, le Département des affaires politiques ajoute au Sédoc des documents dans toutes les langues officielles, y compris ceux qui remontent à une dizaine d'années. La version française des communiqués de presse pertinents est maintenant également affichée.

Bureau de la coordination des affaires humanitaires

44. Pour le moment, le service en ligne du Bureau n'existe qu'en anglais. Son remaniement en cours aboutira à des versions dans les six langues officielles, mais le problème des ressources requises pour le développement/la traduction demeure entier. Le contenu du site *Reliefweb* est approximativement à 85 % anglais, 10 % français et 5 % espagnol. Le français est employé pour les pays d'Afrique de l'Ouest et l'espagnol pour l'Amérique latine (la Colombie). De nouvelles directives sont en cours d'élaboration, suivant le principe de l'édition en différentes langues « selon la clientèle recherchée ».

45. Le service de nouvelles du Réseau régional intégré d'information (IRIN) est offert en anglais et en français. Toutefois, la bande passante de la page en français – « Les contraintes financières empêchent la traduction de la plupart des services de IRIN » – montre bien que la traduction des documents en français ressemble un peu à une gageure.

Office des Nations Unies à Vienne (ONUV)

46. À Vienne, il y a deux sites Web centraux gérés au nom de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, respectivement. Tous deux sont en anglais, mais avec des liens permettant de consulter les documents officiels dans toutes les langues officielles (et quelques-uns en allemand et en portugais). Outre les pages de la CNUDCI et de l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies (voir plus haut), le site de Vienne héberge une page de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) en anglais, en français et en espagnol et, pour certains communiqués de presse, en allemand. L'Office travaille actuellement à la traduction des principales composantes de son site Web dans toutes les langues officielles.

47. Malgré le manque de fonds qui demeure le problème majeur, certains programmes ont introduit la diversité linguistique dans leurs pages Web. Le Groupe des relations extérieures de l'Office ces Nations Unies contre la drogue et le crime encourage l'affichage de documents dans le plus grand nombre de langues possible (mais surtout les langues officielles), le choix de ceux qui doivent être traduits étant laissé aux services organiques. Ses propres produits sont presque toujours traduits

dans de nombreuses langues, officielles ou non. Par ailleurs, il met au point des sites Web multilingues pour les bureaux extérieurs, tel le site en portugais du bureau régional du Brésil.

48. VINTARS est une base de données terminologiques accessible en ligne dans les six langues officielles, qui a été créée suivant la norme UNICODE pour traiter également l'écriture en caractères latins, l'arabe, le chinois simplifié et le cyrillique. VINTARS offre une terminologie spécialisée dans les domaines dont s'occupent les services de l'Office des Nations Unies à Vienne (drogues, criminalité, espace et droit commercial) ainsi que ceux de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICEN). Il en existe deux versions, l'une à usage interne renfermant 30 000 articles, l'autre pour l'extérieur qui comprend 10 000 fiches environ.

Office des Nations Unies à Nairobi

49. À Nairobi, il y a trois sites Web centraux pour l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat). Chacun de ces sites est pour l'essentiel en anglais, mais il offre des liens vers les documents officiels dans toutes les langues officielles. En 2003, toutefois, plusieurs pages Web conçues pour le compte du système des Nations Unies ont été produites en un grand nombre de langues, comme le site de la Journée mondiale de l'eau 2003 (en anglais, espagnol et français) et celui de la Journée mondiale de l'environnement 2003 (en anglais, arabe, espagnol et français). Les secrétariats des divers accords multilatéraux sur l'environnement administrés par le PNUE gèrent des pages Web en plusieurs langues, qui sont en général l'anglais, l'espagnol et le français.

50. Plusieurs bureaux régionaux du PNUE et d'ONU-Habitat ont aussi des sites Web en de nombreuses langues : la page du Bureau du PNUE pour l'Afrique est en anglais et en français, de même que le site du Bureau régional d'ONU-Habitat pour les États arabes et africains, les sites des bureaux latino-américains et caraïbes des deux organisations étant en anglais et en espagnol. Le Bureau régional d'ONU-Habitat pour l'Asie et le Pacifique a quant à lui un site en anglais et en japonais, de même que le Centre international d'écotechnologie du PNUE, qui se trouve à Osaka. Enfin, le Bureau d'information d'ONU-Habitat à Beijing gère un site en anglais et en chinois.

51. ONU-Habitat fait actuellement des démarches auprès de donateurs, dans un premier temps dans les pays hispanophones, pour qu'ils financent la traduction en espagnol des pages clefs de son principal site Web. En cas de succès, il étendra l'expérience à d'autres langues.

Commission économique pour l'Afrique

52. Le site Web de la CEA est en anglais et en français. Des efforts considérables sont consentis pour renforcer la présence du français sur la toile, notamment par le recrutement d'un administrateur français du site, grâce à une subvention du Gouvernement français. En outre, un projet d'élaboration d'une version arabe du site est en cours.

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

53. La CESAP a un site Web en « anglais seulement », mais ses documents de session paraissent aussi en chinois, français et russe. La mise en place de sites Web parallèles dans des langues supplémentaires exigerait une planification méticuleuse, et des ressources suffisantes. Il faut prendre en considération les questions suivantes : a) les décisions techniques sur les jeux de caractères, les polices, les méthodes de codage et les balises linguistiques; b) le matériel et les logiciels supplémentaires nécessaires pour faire une place à ces sites parallèles; enfin, c) le contrôle rédactionnel et la traduction de la production existante (8 800 pages actuellement).

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

54. La plupart des documents affichés sur le site Web de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) sont accessibles en espagnol et en anglais, ce qui permet d'assurer une bonne diffusion des produits de la Commission par l'internet. De plus, le site de son bureau de Brasilia est entièrement en portugais; on peut y consulter les publications du bureau et des versions portugaises de plusieurs des grandes publications de la Commission. Le catalogue en ligne de la bibliothèque de la Commission existe en espagnol et en anglais, et des versions française et portugaise sont en cours d'élaboration.

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

55. Le site Web de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) est accessible en anglais et en arabe. La page de la bibliothèque offre la liste des revues qu'elle possède, tant en arabe qu'en anglais, ainsi que des liens vers des sources d'information utiles dans ces deux langues. Elle permet en outre d'utiliser le courriel de la bibliothèque pour la correspondance en anglais et en arabe. De plus, le catalogue bilingue arabe-anglais de la bibliothèque est accessible aux internautes partout dans le monde. La bibliothèque est également chargée de numériser les documents de la Commission en anglais, arabe et français pour le Sédoc.

B. Radio et télévision

56. La Radio des Nations Unies produit et diffuse tous les jours, y compris les jours fériés, dans les six langues officielles, un programme en direct depuis le Siège de l'ONU de 15 minutes de nouvelles et de reportages. Elle offre aussi des programmes en portugais et en kiswahili. Ces programmes sont aussi accessibles par le Web.

57. Le Département de l'information produit ses programmes vidéo périodiques, et notamment la série des magazines d'information *L'ONU en action* et le *Bilan de l'année*, dans toutes les langues officielles, comme l'exigent les stations qui sont ses partenaires et ses autres distributeurs.

58. Pour répondre aux besoins du personnel et des délégués francophones, des programmes en langue française de TV5 sont désormais diffusés sur des récepteurs de télévision installés au Siège dans les espaces ouverts au public.

59. Il existe aussi des services de radiotélédiffusion dans les bureaux organiques, et notamment le programme de couverture radio du Réseau régional intégré d'information, qui fournit aux victimes de crises humanitaires des renseignements impartiaux et leur permet aussi de mieux comprendre les activités et les objectifs des organisations humanitaires. Ce projet appuie les efforts de résolution des conflits et de réconciliation en fournissant aux organismes locaux de radiodiffusion des programmes thématiques dans les langues locales. Il a été mis à l'essai en Somalie, puis étendu au Burundi (en français et dans les langues locales).

60. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a produit des messages vidéo, qui sont affichés sur son site Web en 20 langues, et il produit actuellement 35 messages radio en sept langues – les six langues officielles plus le hindi – qui seront également affichés. Des messages radio ont aussi été produits en serbe, en grec et en turc.

61. Pour sa part, le PNUE travaille avec le Television Trust for the Environment, basé à Londres, à la production d'une émission hebdomadaire sur les questions d'environnement, diffusée partout dans le monde par le BBC World Service en anglais et en chinois, sans compter un grand nombre de programmes également disponibles en portugais, en russe et en espagnol. De plus, le PNUE a produit plusieurs vidéos d'actualités en anglais et en français.

C. Publications et autres documents d'information

62. *Des Communiqués de presse*. Des communiqués de presse couvrant toutes les réunions intergouvernementales publiques organisées au Siège ainsi que les conférences des Nations Unies hors Siège, paraissent en anglais et en français, tant sur papier que sur le site Web de l'ONU.

63. *Documents promotionnels.* Le Département de l'information produit régulièrement des documents d'information tels que fiches analytiques, plaquettes et dossiers de presse sur les questions prioritaires dont s'occupe l'Organisation et sur les conférences, années internationales et autres manifestations spéciales qu'elle entend promouvoir. Selon les ressources disponibles, ces documents sont produits en anglais, en français et en autant d'autres langues officielles que possible. Même si les ressources ne permettent pas de les imprimer dans toutes les langues officielles, les documents sont souvent traduits pour être affichés sur le site Web dans toutes ces langues.

64. *Principales publications des services destinés au public.* La *Chronique de l'ONU*, qui privilégie désormais l'information et l'éducation du grand public, paraît tous les trimestres dans les six langues officielles. Ce résultat a été rendu possible à la fois par la production en interne des éditions en anglais et en français et par des arrangements novateurs de copublication permettant de réduire les coûts pour les éditions en arabe, chinois, espagnol et russe. Le *Service des articles de fond de la Chronique de l'ONU* diffuse d'importants articles en anglais et en français auprès de publications du monde entier, en coordination avec les centres d'information des Nations Unies, mais aussi directement auprès de journaux, revues et magazines en ligne; des articles de ce service ont aussi été publiés dans plusieurs langues locales, dont l'allemand et le portugais. La *Chronique de l'ONU : édition en ligne* est continuellement mise à jour par l'apport de rubriques et d'articles nouveaux, et

notamment par de nouveaux liens vers des sites éducatifs, tant en français qu'en anglais.

65. La brochure *L'ONU en bref* et la Charte des Nations Unies sont publiées dans les six langues officielles, et *L'ABC des Nations Unies* paraît en anglais, en espagnol et en français. Toutes ces publications sont accessibles sur l'Internet, dans leur texte intégral ou sous forme d'extraits, dans les six langues. Des arrangements sont pris avec des éditeurs extérieurs et par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies pour les publier aussi dans d'autres langues.

66. *Commercialisation des publications.* Par l'intermédiaire de sa Section des ventes et de la commercialisation, le Département de l'information continue de promouvoir les ventes des publications produites par les services de l'Organisation dans les six langues officielles. À côté des catalogues en anglais, espagnol et français, qui paraissent régulièrement, des formules de coopération avec des distributeurs permettent aussi à présent d'en produire en russe et en arabe. Pour tâcher de promouvoir les publications en chinois, une exposition a été organisée à la Foire internationale du livre de Beijing, à la fois pour vendre des publications et pour conclure des accords de copublication avec des éditeurs chinois. Les efforts pour étendre cette formule aux éditeurs qui publient dans diverses autres langues se poursuivent, tant en ce qui concerne les langues officielles que des langues comme le japonais et l'allemand. De plus, les librairies des Nations Unies proposent des ouvrages de référence très divers, qui sont utiles aussi bien aux coordonnateurs des cours de langues qu'aux personnes qui veulent parfaire par elles-mêmes leurs compétences linguistiques.

D. Centres d'information des Nations Unies

67. Les centres d'information des Nations Unies veillent à ce que leurs produits et activités répondent à la diversité des besoins linguistiques des communautés locales qu'ils desservent. Des documents sont produits et promus dans tous les médias, à la fois dans les langues officielles de nombreuses langues locales.

68. Durant la période considérée, à savoir de janvier 2002 à ce jour, les centres ont produit et/ou traduit 603 publications, articles, communiqués de presse, annonces d'intérêt général et suppléments de journaux en 28 langues – allemand, anglais, arabe, arménien, bahasa (indonésien), bengali, danois, espagnol, farsi, finnois, français, islandais, italien, japonais, kirundi, néerlandais, norvégien, ouzbek, polonais, portugais, roumain, russe, sinhala, slovaque, suédois, thaï, tchèque et turc,. Des bulletins d'information ont été produits en 10 langues, des programmes radio (119) en 7 langues et des émissions de télévision (66) en 14 langues. Les centres gèrent actuellement 50 sites Web en 31 langues – allemand, anglais, arabe, arménien, bengali, biélorusse, danois, espagnol, farsi, finnois, français, grec, hongrois, islandais, italien, japonais, kiswahili, malgache, néerlandais, norvégien, ouzbek, polonais, portugais, russe, slovène, suédois, tchèque, thaï, turc, ukrainien et urdu.

E. Programmes spéciaux

69. Le Département de l'information consacre des programmes spéciaux à l'Afrique, à la Palestine, à la décolonisation et aux droits de l'homme. Dans le cas

de l'Afrique, tous les documents d'information, qu'ils soient imprimés ou destinés à être diffusés sur l'Internet, sont produits à la fois en anglais et en français.

70. Le Département poursuit son action de sensibilisation de l'opinion publique à la question de Palestine par son programme spécial d'information. En décembre 2002, un correspondant pour les médias arabes a été nommé et chargé des fonctions suivantes : suivre la production d'un choix de médias arabophones; placer dans ces médias des traductions de qualité de déclarations, tribunes libres et autres documents pertinents émanant du Siège; nouer des liens avec eux pour renforcer l'intérêt porté aux travaux de l'Organisation. Le Département a aussi une page Web sur la décolonisation en anglais, espagnol et français et il continue à insister sur les questions de droits de l'homme dans tous les médias produisant dans les langues officielles et les langues locales.

F. Visites guidées

71. Les visites guidées des locaux du Siège de l'ONU sont proposées en 20 langues différentes, et leur site Web est accessible, outre les six langues officielles, en allemand, italien, japonais, portugais et suédois. En 2002, les visites guidées en anglais ont représenté 82 % du total, soit 284 508 visiteurs, suivies, par ordre d'importance décroissante, par les visites en chinois – 27 042 (10 %), en français – 5 677 (2 %), en japonais – 4 636 (1,6 %), en espagnol – 4 266 (1,5 %) et en allemand – 3 279 (1,2 %). À Vienne, les visites guidées sont offertes dans les six langues officielles ainsi qu'en albanais, allemand, bosniaque, bulgare, croate, farsi, italien, polonais, serbe, slovaque, tchèque et ukrainien, les langues autres que l'anglais représentant dans les 90 % du nombre total de visiteurs. Les visites en anglais et en allemand sont quotidiennes, les autres sont organisées sur demande, sous réserve de la possibilité de disposer des services de guides. À la CESAP, les programmes de visites guidées sont offerts en anglais, chinois, coréen, français, japonais et thaï.

G. Services de bibliothèque

72. La Bibliothèque Dag Hammarskjöld continue à développer ses produits sur la toile dans les six langues officielles, autant que possible dans la limite des ressources existantes. Le *Thesaurus* du SIBONU est maintenant un produit parfaitement multilingue, avec bandeau, écran de recherche et message d'aide, ainsi que l'essentiel du contenu dans les six langues. Les autres pages affichant dans les six langues officielles des textes émanant de la Bibliothèque sont le *Guide de recherche sur la documentation de l'ONU* et la page consacrée aux *Conférences et manifestations de l'ONU*. Enfin, on peut aussi consulter en anglais, espagnol et français des pages comme les *Petites bibliothèques des bureaux extérieurs de l'ONU*.

73. Les clients de la Bibliothèque, et en particulier divers États Membres, ont insisté sur la nécessité d'un équilibre linguistique dans les ressources imprimées comme en ligne. C'est pourquoi, malgré la modicité du budget des acquisitions, elle s'est efforcée d'accroître la proportion de produits imprimés dans les langues officielles autres que l'anglais qu'elle acquiert par voie de dons et d'échanges aussi bien que d'achats. Le tableau 4 recense pour 2002 et pour 2003 les titres hors

Nations Unies inscrits au catalogue, par langue officielle. On notera que, durant cette période, le pourcentage de titres dans les langues officielles autres que l'anglais est passé de 27 à plus de 40 % des monographies.

Tableau 4
Documents ajoutés à la collection générale de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld dans les langues officielles de l'ONU, 2002-2003

	Janv.	*Févr.*	*Mars*	*Avril*	*Mai*	*Juin*	*Juill.*	*Août*	*Sept.*	*Oct.*	*Nov.*	*Déc.*	**Total**
2002													
Anglais	80	96	87	217	189	205	196	159	261	282	180	199	**2 151**
Arabe	14	10	1	39	7	5	3	–	6	–	13	3	**101**
Chinois	8	4	–	5	3	10	18	–	4	2	3	1	**58**
Espagnol	21	14	8	23	19	15	26	–	27	39	30	26	**248**
Français	27	20	11	34	53	20	35	15	27	44	23	39	**348**
Russe	7	3	1	4	8	8	8	9	6	3	8	7	**72**
2003													
Anglais	235	180	162	263	222								**1 062**
Arabe	2	5	5	5	7								**24**
Chinois	2	23	16	4	5								**50**
Espagnol	36	15	28	44	15								**138**
Français	34	42	37	42	46								**201**
Russe	5	13	11	3	12								**44**

Note : Ce tableau ne comprend pas les acquisitions de documents dans d'autres langues que les langues officielles.

74. Les autres bibliothèques de l'ONU cherchent aussi à préserver une certaine diversité linguistique dans leurs collections, encore qu'à l'instar de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld elles s'en remettent de plus en plus aux services électroniques pour fournir toutes sortes d'information dans un grand nombre de langues. À la CESAO par exemple, le fonds comprend des documents en arabe et en anglais, mais aussi un certain nombre en français. Les clients sont servis dans la langue de leur choix – arabe, anglais ou français. À l'Office des Nations Unies à Nairobi, en revanche, 90 % des monographies sont en anglais, et les services d'abonnement aux publications imprimées ont été spectaculairement amputés au cours des dernières années à mesure que les services en ligne étaient de plus en plus facilement accessibles. À l'Office des Nations Unies à Vienne et à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les services de bibliothèque sont décentralisés. La bibliothèque est abonnée à 95 périodiques imprimés, dont 5 en chinois, 69 en anglais, 3 en français, 1 bilingue en anglais/français, 2 bilingues en anglais/allemand, 10 en allemand et 2 en italien. Sur les 75 monographies achetées, 46 étaient en anglais, 2 en français, 1 en arabe et 1 en espagnol, le reste étant constitué d'ouvrages de référence multilingues.

75. Abstraction faite de la modicité des ressources en personnel dont elle disposait à cette fin, l'un des problèmes auxquels la Bibliothèque Dag Hammarskjöld s'est

heurtée dans l'établissement de son catalogue est la création de produits dans toutes les langues officielles et la difficulté de recruter du personnel pour certaines des langues officielles. C'est particulièrement vrai dans le cas de l'arabe, où il n'a pas été possible de recruter un bibliothécaire professionnel arabophone à l'issue des trois derniers concours nationaux (du personnel de remplacement a été engagé à titre de mesure provisoire). La principale explication réside dans le trop petit nombre d'États Membres sous-représentés dans ce groupe linguistique, à quoi s'ajoutent sans doute les limites d'âge imposées aux candidats.

V. Conclusions

76. Les efforts faits en faveur du multilinguisme sont importants pour entretenir la diversité et le pluralisme au sein des Nations Unies. Ils permettent aussi à l'Organisation de prêter le meilleur concours possible aux États Membres, en particulier dans leurs organes délibérants, ainsi que de faire connaître le travail et les valeurs des Nations Unies au public le plus large. En même temps, la plupart des départements ont abordé le multilinguisme suivant une démarche pragmatique, en s'attachant avant tout à travailler avec le maximum d'efficience et de professionnalisme.

77. Le grand obstacle à l'emploi des deux langues de travail au Secrétariat est la contradiction intrinsèque relevée par le CCI (voir par. 2), à savoir que le personnel n'a pas la possibilité d'être monolingue en ignorant l'une de ces deux langues, à moins que les supérieurs hiérarchiques (et les collègues) ne soient tenus de maîtriser les deux. D'où le fait que, dans chaque lieu d'affectation, l'une des deux tend en général à devenir la langue véhiculaire de facto.

78. Pour ce qui est des produits, le plus grand obstacle au multilinguisme réside dans l'insuffisance des ressources, car s'il y a régulièrement des fonds disponibles pour traduire les documents des organes délibérants dans les six langues officielles, il n'en va pas de même dans le cas des publications. En attendant, la gestion des sites Web dans diverses langues a été en grande partie réalisée « dans la limite des ressources existantes ». De ce fait, les départements se sont montrés sélectifs dans l'élaboration de leurs sites dans les langues officielles, pour le choix des documents comme pour celui des langues. De plus, ce choix a été influencé par la présence de fonctionnaires connaissant parfaitement les langues en question ou par les préférences des organismes extérieurs disposés à prêter leur concours financier ou leurs services en nature pour telle ou telle langue, de même que par les publics cibles prévus. Le Secrétariat continuera de rechercher des solutions et des partenariats inédits pour progresser dans la voie de la parité des langues, dans la mesure où les ressources disponibles le permettront.

Autres mesures à prendre

79. Pour faciliter de nouveaux progrès dans la connaissance des six langues officielles au sein du personnel du Secrétariat, les programmes de formation linguistique se poursuivront et demeureront à la pointe du progrès en matière d'apprentissage des langues à travers le monde.

80. Tous les avis de vacance de poste seront diffusés en anglais et en français, et la page d'accueil de Galaxy sera accessible dans les six langues officielles à la fin de 2003.

81. Les départements du Secrétariat sont encouragés à désigner clairement, dans leurs demandes de crédits budgétaires, les ressources requises pour assurer l'exécution des produits (autres que les documents officiels) dans les six langues officielles et, le cas échéant, dans les autres langues pertinentes.

Notes

[1] Voir le paragraphe 63 de la résolution 57/130 B de l'Assemblée générale; voir aussi *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 21* (A/58/21), par. 67, projet de résolution B, par. 63.

Annexe

Protection, promotion et préservation de toutes les langues

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

1. D'après l'édition 2002 de l'*Atlas des langues en péril dans le monde*, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la moitié des quelque 6 000 langues parlées dans le monde est menacée de périr, et avec elle, une dimension irremplaçable de notre connaissance et de notre compréhension de la pensée humaine. Le processus d'extinction des langues est un phénomène continuel et qui n'a rien de nouveau. Toutefois, depuis une trentaine d'années, le rythme de disparition des langues s'est spectaculairement accéléré.

2. Les causes de ce phénomène sont multiples et complexes. Les gens qui abandonnent leur langue maternelle le font soit parce qu'ils appartiennent à un petit groupe qui se trouve plongé dans un environnement culturel et linguistique différent ou hostile, soit parce qu'ils entrent en contact avec une culture envahissante ou économiquement plus puissante. En pareils cas, les adultes, avec un absolu mépris de leur propre langue, encouragent leurs enfants à apprendre celle de la culture dominante, non seulement pour devenir compétitifs, mais encore pour s'assurer une position enviable dans la société.

3. En adoptant en 2001 la *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle*, la Conférence générale a réaffirmé la nécessité d'intervenir d'urgence en faveur de la diversité linguistique et culturelle, notamment en sauvegardant le patrimoine linguistique, en favorisant l'apprentissage de plusieurs langues dès le plus jeune âge et en défendant la diversité linguistique dans le cyberespace.

4. En outre, l'*Avant-projet de Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*, actuellement en cours de mise au point sous les auspices de l'UNESCO, propose une nouvelle définition de la notion de *patrimoine culturel* immatériel pour l'étendre aux « traditions et expressions orales, y compris la langue comme véhicule du patrimoine culturel immatériel ».

5. L'UNESCO a lancé plusieurs programmes et activités interdisciplinaires pour promouvoir le multilinguisme et la diversité linguistique dans tous ses domaines de compétence, et plus particulièrement la culture, la communication et l'éducation.

6. En mars 2003, l'UNESCO a réuni des experts de toutes les parties du monde, y compris des locuteurs natifs de langues en péril, qui ont recommandé un plan d'action encourageant les États Membres à étudier et décrire les langues dont il est constaté qu'elles sont en péril et à s'employer à les faire reconnaître et attester; à créer des conditions propices à l'emploi actif de ces langues et à leur accès; à entretenir dans les communautés linguistiques la fierté de leur langue et de leur culture propres; à assurer un égal prestige à toutes les langues d'un État. Dans cette perspective, les avantages économiques et sociaux de la diversité linguistique et culturelle doivent être explorés comme un stimulant d'un développement durable.

7. Dans le cadre du *Projet de livre rouge des langues en péril de l'UNESCO*, des études ont été consacrées aux langues gravement menacées du sud-ouest du Pacifique, de Sibérie, d'Australie, d'Indonésie et de Thaïlande, et un centre

international de documentation pour les langues en péril a été mis en place à Tokyo. Les résultats d'une enquête sur les langues indigènes de Fidji, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Vanuatu et des Îles Salomon seront pris en considération dans les politiques nationales de l'éducation de ces pays.

8. Dans les sociétés du savoir qui commencent à se faire jour, le développement dans tous les domaines est intimement lié à l'aptitude à accéder aux sources de savoir, à échanger de l'information et à entretenir des relations dans le cyberespace. La langue, vecteur premier de la communication, est d'une importance cruciale pour ce processus. Or, à l'heure actuelle, une faible fraction seulement des quelque 6 000 langues encore en usage sont présentes dans l'environnement numérique. Il ressort d'études récentes que 94 % à peu près des contenus affichés en ligne n'existent que dans 12 langues. Il s'ensuit que les profits tirés des jeunes sociétés du savoir sont en grande partie circonscrits aux personnes qui sont en mesure d'employer l'une des grandes langues du monde.

9. La création d'un cyberespace multilingue, dans lequel des contenus de qualité soient accessibles dans toutes les langues connues (directement ou en traduction), peut accroître beaucoup l'accès à l'information (sur la santé, l'éducation, l'agriculture, l'économie et autres sujets) nécessaire au développement. Il est de plus en plus indispensable, pour pouvoir améliorer leur niveau de vie, que les gens aient équitablement accès au savoir et aux possibilités qu'il ouvre.

10. L'UNESCO s'attaque à présent à ces préoccupations et à ces enjeux dans le cadre du *Projet de recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberespace*. Ce document sera présenté à ses États membres pour adoption à la trente-deuxième session de la Conférence générale, en octobre 2003.

11. Sous la forme de projets pilotes, l'Initiative B@bel de l'UNESCO permet de formuler des principes directeurs, d'appuyer des initiatives nationales, de diffuser des ressources linguistiques et certaines des meilleures pratiques ainsi que de mettre au point des outils multilingues en ligne. Ces projets comprennent la création d'archives sonores des langues en péril, une plate-forme d'administration de contenus multilingues en ligne et un module à l'intention des communautés de langues en péril, y compris un mécanisme de soutien systématique pour la préservation de ces langues.

12. Vu que, dans bien des parties du monde, l'éducation s'inscrit dans des contextes multilingues, toute la difficulté pour les systèmes éducatifs est de s'adapter à ces réalités complexes afin de dispenser un enseignement de qualité qui tienne compte des besoins des apprenants tout en les équilibrant par les exigences sociales, culturelles et politiques. Peut-être les solutions uniformes sont-elles plus simples, pour les sociétés, du double point de vue de l'administration et de la gestion, mais c'est au mépris des risques qu'elles comportent pour les résultats de l'apprentissage comme pour la diversité linguistique et culturelle.

13. En septembre 2002, un groupe international d'experts s'est réuni pour débattre de la politique linguistique de l'éducation et faire des recommandations à ce sujet. Il en a conclu qu'à l'avenir l'action devrait s'inspirer des principes suivants : a) développer l'enseignement dans la langue maternelle, comme moyen d'accroître la qualité de l'éducation en mettant à profit les connaissances et l'expérience des apprenants comme des enseignants. L'enseignement dans la langue maternelle est

indispensable à la phase initiale de l'éducation et à l'alphabétisation et il devrait durer jusqu'à l'étape la plus tardive possible de l'éducation. Les acquis fondamentaux de la lecture et l'écriture ne peuvent être préservés que moyennant l'existence d'un volume suffisant de textes à lire, pour les adolescents et les adultes aussi bien que pour les enfants des écoles, et pour le plaisir comme pour l'étude. La planification de l'éducation devrait toujours prévoir, pour chaque stade, la formation permanente d'effectifs suffisants d'enseignants parfaitement compétents et qualifiés; b) introduire l'éducation bilingue et/ou multilingue à tous les niveaux d'enseignement, comme moyen de promouvoir l'égalité, tant entre les groupes sociaux qu'entre hommes et femmes et comme composante des sociétés caractérisées par leur diversité linguistique. Il convient d'encourager la communication, l'expression et la capacité d'écoute et de dialogue, avant tout dans la langue maternelle, puis dans la langue officielle ou nationale du pays considéré, ainsi que dans une ou plusieurs langues étrangères. L'acquisition précoce d'une seconde langue en plus de la langue maternelle et l'apprentissage intensif d'une troisième langue internationale devrait représenter au XXIe siècle l'éventail normal des compétences linguistiques pratiques; c) ériger la langue en composante essentielle de l'éducation interculturelle, en vue de favoriser la compréhension entre groupes de population différents et de garantir le respect de leurs droits fondamentaux. Il faudrait prendre des mesures pour supprimer la discrimination dans l'éducation à tous les niveaux, en privilégiant les droits en matière de langue et d'éducation des membres des minorités et des peuples autochtones. Chacun devrait pouvoir trouver sa place au sein de la communauté – communauté locale le plus souvent, celle de l'appartenance primordiale –, tout en se voyant offrir les moyens de s'ouvrir aux autres communautés, ainsi qu'aux valeurs, systèmes de croyances et fois qui sont les leurs.

Conclusions

14. Les décideurs ont des décisions difficiles à prendre en ce qui concerne les langues. S'il est vrai que, dans l'optique de l'éducation, il y a de solides arguments en faveur de l'enseignement dans la langue maternelle (ou première langue), il faut cependant aussi trouver un équilibre délicat entre le souci de donner aux gens les moyens d'utiliser les langues locales dans l'apprentissage et celui de mettre les langues de communication mondiales à leur portée par l'éducation.

15. Les liens entre la langue et l'identité sont extrêmement complexes. La question de l'identité est intimement liée à l'identité ethnique et à l'identité nationale et, par extension, à des questions comme les minorités nationales et ethniques, les peuples autochtones, les populations d'immigrants et, partant, à celle de la diversité culturelle.

16. La *Journée internationale de la langue maternelle*, célébrée chaque année le 21 février, est présentement l'une des formes les plus importantes de mobilisation en faveur du multilinguisme. Les enjeux sont multiples, car les langues font partie intégrante du patrimoine immatériel de l'humanité et à ce titre réclament une attention et des soins particuliers. En outre, la préservation des langues maternelles contribue au développement durable, vu l'interaction manifeste entre la diversité linguistique et la biodiversité. Organisée cette année pour la quatrième fois, cette célébration devient de plus en plus dynamique et produit dans bien des pays des initiatives destinées à mettre en relief la richesse des langues du monde.

17. Et cependant, l'action dans ce domaine devra être renforcée encore. Il sera d'une importance cruciale de mieux faire prendre conscience, non seulement aux gouvernements, mais aussi à la société civile dans son ensemble, des dangers qui menacent certaines langues dans le monde contemporain et de la nécessité qui en découle de réagir par un multilinguisme judicieux dans l'avenir.

18. Cette sensibilisation pourrait être renforcée si 2004 était proclamée l'*Année des Nations Unies pour le multilinguisme*. Cette proclamation servirait à la fois à promouvoir la compréhension entre les cultures et à renforcer le multilinguisme comme source d'identité culturelle et nationale. La maîtrise de plus d'une langue ouvre aux jeunes de nouveaux domaines à explorer pour la communication et la connaissance. Cette année internationale apporterait la reconnaissance de ce fait, et en particulier du rôle des six langues officielles du système des Nations Unies, véhicules de la compréhension mutuelle, du dialogue entre les civilisations, du développement et de la coopération internationale. Elle renforcerait les possibilités que recèle le multilinguisme de contribuer à la paix, à l'harmonie et à la construction de sociétés du savoir.

19. L'Année des Nations Unies pour le multilinguisme pourrait aussi venir compléter le projet « Voix du monde » qui, à l'initiative de Mme Vigdis Finnbogadottir, Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour les langues, est prévu pour la célébration du soixantième anniversaire des Nations Unies, en vue de mettre en relief la valeur de la diversité culturelle et linguistique des peuples du monde.

20. À cette occasion pourraient également être lancées des activités organisées aux niveaux national et international telles que colloques et conférences, forums de jeunes, ateliers dans les universités et les écoles, échanges d'enseignants, concerts, festivals de la chanson, du théâtre et du cinéma, programmes de télévision et de radio, études et publications.